

Résolution du Congrès national du 18 mars 2018

L'essor économique du Luxembourg ne doit pas éclipser les nombreux problèmes qui existent au sein de la société luxembourgeoise et les importants défis de l'avenir tant au niveau national qu'international.

La part des revenus du travail est au Luxembourg sur le long terme plus basse par rapport à celle du capital que chez tous nos voisins directs. L'écart entre les couches les plus fortunées et la majorité de la population ne cesse d'augmenter, creusant la fracture sociale au sein de la société. Avec 16,5%, le taux de risque de pauvreté a atteint en 2016 un niveau record au Luxembourg, alors que les couches aisées payent de moins en moins d'impôts par rapport à leurs capacités. Quant aux entreprises, elles sont continuellement déchargées de leurs responsabilités fiscales. Alors qu'au début des années 1980, 2/3 des recettes fiscales du Luxembourg provenaient des entreprises et 1/3 des salariés, cette proportion s'est aujourd'hui inversée. En conséquence, les systèmes sociaux et les services publics sont progressivement démantelés, augmentant la pression sur les personnes en bas de l'échelle sociale.

S'y ajoute que le compte-à-rebours écologique est lancé. Le pays a une consommation de ressources par tête d'habitant largement supérieure à celle qui lui revient et ses émissions de gaz à effet de serre comptent relativement parmi les plus élevées du monde. La qualité médiocre de l'air, des eaux et des sols, ainsi que l'appauvrissement de la biodiversité sont devenues évidentes et la dette par rapport aux générations futures continuera à grimper en l'absence d'un revirement vers une croissance plus soutenable.

La croissance extensive des dernières années fut très mal encadrée par les pouvoirs publics. Le pays affiche un retard énorme en matière de logements et de transports publics, sans parler de la transition énergétique qui peine à avancer. Le système éducatif du pays n'est pas non plus à la hauteur des besoins d'une population hétérogène. À la politique alignée sur une maximisation des profits s'opposent des investissements publics insuffisants pour préparer l'avenir.

La principale source de richesse monétaire du pays, la place financière, est en partie construite sur du sable mouvant. La pression internationale augmente sur certaines activités en lien avec l'évasion fiscale qui ont mené à une réputation douteuse. Parallèlement, la dépendance du budget d'État du secteur financier de l'ordre de 30%, expose l'économie à des chocs extérieurs qui pourraient facilement excéder les capacités du pays à réagir. Ainsi, toute nouvelle crise financière mondiale pourrait engendrer une grave crise économique et sociale sur le plan national.

Pour de plus en plus de personnes, le quotidien s'apparente à des tours incessants dans la roue du hamster afin de suivre notamment la montée effrénée des prix du logement, qui accaparent une part croissante du revenu des ménages. Dans une situation de concurrence et de compétition à l'extrême, accentuée par la flexibilisation du marché du travail, l'intensité de l'activité professionnelle et le manque de temps libre nuisent à la vie familiale et mènent souvent à des situations d'épuisement psychologique. Les valeurs de l'échange humain et de la solidarité ont fait place à une déshumanisation rampante de la société et à des tendances racistes et xénophobes.

La fracture sociale et écologique s'est doublée d'une fracture démocratique, non seulement en ce qui concerne la proportion de la population qui peut exercer le droit de vote, mais également en ce qui concerne la participation de toute la population aux décisions économiques et le fonctionnement peu transparent des institutions.

Force est de constater que le modèle actuel n'est pas soutenable sur le long terme, ni du point de vue économique, environnemental ou social. Dans cette optique, l'enjeu des législatives 2018 ne se résume pas uniquement à la question de savoir comment résoudre les problèmes actuels, mais de savoir quel pays nous voulons léguer à nos enfants et nos petits-enfants.

Une vision alternative nécessaire et souhaitable

L'épuisement programmatique des partis conservateurs et libéraux devant le modèle néolibéral qu'ils ont mis en place et qu'ils continuent de défendre, a provoqué la résignation politique parmi la population et la montée de tendances d'extrême-droite. Devant les problèmes qui s'accumulent, il incombe pourtant aux citoyennes et citoyens de définir la société dans laquelle ils veulent vivre. Le temps est donc venu de retrouver une ambition politique renouvelée, de reprendre l'avenir en main et de poser les bases d'une société où le pouvoir, réellement exercé par la population, poursuit comme unique finalité l'émancipation matérielle, sociale et culturelle de celle-ci.

Nous sommes conscients que les changements économiques, politiques et sociaux fondamentaux ne pourront se réaliser qu'avec la mobilisation des couches productives et créatrices de la société. Le pouvoir politique ne peut s'exercer sans le concours et la participation de celles et ceux qui sont à la base de la création des richesses matérielles et immatérielles qui devraient en principe leur appartenir. Dans ce sens, nous appuyons et encourageons toutes les luttes sociales des syndicats et des mouvements sociaux. *déi Lénk* veut en effet s'inscrire dans cette lutte pour une société nouvelle :

- Une société avec une démocratie active, aussi bien dans la vie économique quotidienne que sur le lieu du travail, avec des relations sociales basées sur l'égalité et la coopération et qui encourage l'épanouissement individuel. Une société qui fait barrage à la commercialisation de toutes les sphères de la vie et qui donne la priorité à l'amélioration générale des conditions de vie et de travail ;
- Une société qui respecte les aspirations des générations futures en misant sur les énergies renouvelables et en éliminant le gaspillage des ressources. Une société qui veille à la préservation de l'environnement, avec une agriculture qui se passe d'intrants chimiques nuisibles ;
- Une société où règne une réelle justice fiscale, qui répartit les charges selon les capacités à contribuer au bien-être collectif sans possibilité de se soustraire à ses responsabilités. Une société, qui construit sa richesse de manière honnête, qui entretient un service public fort et des systèmes sociaux solides, lesquels permettent une réelle émancipation solidaire. Une société où l'être humain a toute sa place, qui est consciente de sa responsabilité et qui aspire à un monde de paix fondé sur un ordre économique plus juste et une coopération solidaire des peuples.

Le modèle économique actuel, basé principalement sur les forces du marché, sur la concurrence tous azimuts et sur la financiarisation de l'économie, est incapable de résoudre les problèmes sociaux et environnementaux qui se posent à l'heure actuelle. Il est dès lors urgent de remettre en place des lois et des règlements contraignants, traçant des limites claires aux forces du capital au profit de l'intérêt général, et d'accroître l'influence et la responsabilité des pouvoirs publics dans la prise de décision économique.

Des propositions concrètes pour un programme ambitieux et crédible

Considérant ce qui précède, les membres de *déi Lénk*, réunis au Congrès national du 18 mars 2018, décident de présenter pour la prochaine période législative 2018-2023 un programme ambitieux et crédible pour une transition de la société luxembourgeoise, avec les points forts suivants :

Une économie écoresponsable au service de toutes et de tous

- Transformer notre économie en abandonnant les niches souveraines nuisibles du secteur financier et en misant davantage sur les activités liées à la transition écologique, l'industrie et l'artisanat et notamment l'industrie écologiquement soutenable, les commerces et l'agriculture de proximité, l'économie solidaire, la recherche et d'autres potentialités ancrées sur le territoire. Orientée vers la coopération transfrontalière loyale, cette transformation de l'économie luxembourgeoise sera

consacrée à la population dans son ensemble.

- Reconquérir le contrôle et l'appropriation démocratique des technologies liées au numérique et promouvoir le développement d'une économie numérique coopérative et responsable écologiquement et socialement.
- Favoriser la participation démocratique au développement économique notamment en lançant le débat sur les activités à forte utilité sociale et écologique à développer au Luxembourg.
- Combattre les activités financières en lien avec l'évitement fiscal en collaborant de manière proactive avec les instances internationales dans le cadre de l'agenda international de lutte contre l'évasion et l'évitement fiscaux.
- Augmenter considérablement les recettes publiques, en augmentant notamment la contribution fiscale des couches les plus fortunées et des grandes entreprises/sociétés au trésor public.

Un nouveau modèle social et écologique réalisable

- Mettre en œuvre une revalorisation et un partage équitable du travail à travers une augmentation du salaire minimum social, une réduction du temps de travail hebdomadaire ainsi qu'une amélioration des conditions de travail renforçant l'autonomie et l'épanouissement des travailleuses et travailleurs tout en contribuant à une meilleure conciliation entre vie familiale et vie professionnelle.
- Garantir l'accès au travail pour toutes et tous en renforçant, étendant et en pérennisant la sécurité sociale universelle.
- Développer l'offre d'infrastructures et de services publics, notamment en introduisant la gratuité universelle des transports publics et de la garde d'enfants, ainsi que la généralisation du tiers payant.
- Accompagner la transformation numérique de l'économie, de l'information et de la communication en garantissant un accès au matériel informatique, l'alphabétisation numérique pour tous, ainsi qu'une offre publique de formations.
- Réaliser le droit au logement, en augmentant sensiblement la construction publique d'habitations de qualité à des prix abordables, notamment à travers l'investissement des réserves du Fonds de Pension.
- Augmenter sensiblement les dépenses publiques en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.
- Améliorer la protection et la qualité de l'environnement, notamment en renforçant le cadre réglementaire, en introduisant un système de taxation sur le gaspillage de ressources et en œuvrant pour une agriculture sans intrants chimiques nocifs et sans élevage industriel.
- Assurer la protection de la vie privée et notamment la protection des données personnelles face aux nouvelles technologies de surveillance et de sécurité et à la marchandisation croissante de la vie privée par les technologies numériques.

Une société égalitaire et engageante

- Garantir l'accès à la culture pour tous et faire de l'éducation publique le garant d'accès à une situation socio-économique stable et à l'épanouissement personnel.
- Engager une vraie réforme scolaire reposant sur le modèle du tronc commun.
- Démocratiser l'organisation de l'université du Luxembourg et développer une stratégie de recherche nationale participant à la fois à la diversification de l'économie, mais aussi à la réflexion fondamentale sur le fonctionnement de la société, les problématiques sociétales à traiter, les défis auxquels il faut faire face dans le but d'améliorer les conditions d'existence de la population.
- Augmenter les ressources humaines et matérielles au profit d'un enseignement adapté aux besoins spécifiques de chaque enfant.
- Améliorer la perspective des jeunes, notamment en facilitant l'accès au logement et à un travail décent en endiguant la pratique des stages professionnels non-rémunérés et en recourant au principe de « l'Etat employeur en dernier ressort ».
- Changer fondamentalement les relations avec les pays du Sud, afin de leur permettre un développement libre et équitable, qui met fin au flux de richesses du Sud vers le Nord et à la spirale de l'endettement.
- Renforcer la participation de toutes et de tous dans les processus de décision à tous les niveaux de la vie publique et sur les lieux de travail, et soutenir l'engagement associatif en faveur d'une société égalitaire.
- Améliorer l'accueil des réfugiés en simplifiant la procédure de demande de protection internationale et en facilitant l'accès à un logement et à un travail leur permettant de vivre en sécurité et de manière autonome tout en ouvrant leur droit au regroupement familial et à des formations.
- Garantir un service public de soins adapté aux besoins différenciés des personnes âgées et de toutes les personnes dans le besoin qui se focalise sur le droit à l'autodétermination des personnes concernées et permet la prise en charge à 100% des frais engagés par les soins.
- Lutter contre la précarité des femmes et des familles monoparentales et réaliser l'égalité des salaires entre femmes et hommes.
- Mettre en place des politiques publiques propres à poser le cadre institutionnel, culturel et social pour promouvoir l'égalité hommes-femmes au travail comme dans la vie domestique.